

CORRUPTION DE LA COALITION EN IRAK

Bush et Bremmer détournent 5,7 milliards de dollars



Les pires craintes de la communauté internationale sont aujourd'hui vérifiées en Irak. Malgré la résolution 1483 du Conseil de sécurité de l'ONU et l'installation d'une surveillance de la gestion du Trésor irakien par l'Autorité provisoire de la Coalition, l'administration Bush a illégalement confisqué 1,7 milliards de dollars, tandis que le clan Bush a carrément détourné à son seul profit 4 milliards de dollars. Le pillage de l'économie irakienne ne se poursuit donc pas seulement au profit des États-Unis, mais surtout dans l'intérêt privé du clan Bush.

page 2

Militarisation de la société civile états-unienne

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Après le 11 septembre 2001, Donald Rumsfeld annonçait que la « guerre au terrorisme » impliquerait une militarisation de la société états-unienne. Ce thème surgit dans les débats publics. Richard G. Lugar assure que les diplomates forment la première ligne dans le conflit et doivent donc être défendus comme des militaires tandis que John Edwin Mroz et Bill Conner assurent qu'il faut enrôler les entreprises.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'Iran multiplie les contacts avec l'Union européenne en prévision de la réunion de l'AIEA consacrée à son programme nucléaire

■ L'Égypte joue les médiateurs pour un accord de cessez-le-feu israélo-palestinien

■ L'Iran dément que des experts irakiens en missiles soient présents sur son sol

■ L'Iran et l'Irak discutent des moyens de renforcer leur coopération

■ Le Liban maintient son opposition au projet d'implantation des réfugiés palestiniens dans leur pays d'accueil

■ Le Liban soutient la position de l'Iran face aux accusations portées sur son programme nucléaire

page 14

FIN D'IMPUNITÉ POUR LES MULTINATIONALES ?

Les indigènes équatoriens intentent un procès à Texaco



Quelques jours après la « guerre du gaz » en Bolivie, les communautés indigènes de l'Équateur ont remporté une nouvelle victoire dans la lutte mondiale contre les transnationales. La compagnie états-unienne Texaco, qui exploite depuis plus de vingt ans le pétrole de l'Amazonie équatorienne, a dû s'asseoir sur le banc des accusés. Elle devra répondre du désastre écologique dont elle est responsable ainsi que de l'extinction de deux ethnies.

page 20

LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Conférence de presse conjointe de Jacques Chirac et Thabo Mbeki Relations franco-sud-africaines

page 24

Corruption de la Coalition en Irak

Bush et Bremmer détournent 5,7 milliards de dollars

Les pires craintes de la communauté internationale sont aujourd'hui vérifiées en Irak. Malgré la résolution 1483 du Conseil de sécurité de l'ONU et l'installation d'une surveillance de la gestion du Trésor irakien par l'Autorité provisoire de la Coalition, l'administration Bush a illégalement confisqué 1,7 milliards de dollars, tandis que le clan Bush a carrément détourné à son seul profit 4 milliards de dollars. Le pillage de l'économie irakienne ne se poursuit donc pas seulement au profit des États-Unis, mais surtout dans l'intérêt privé du clan Bush.



Le président George W. Bush et l'administrateur de l'Irak, L. Paul Bremer III, à Washington le 27 octobre 2003.

Au cours des vifs débats qui ont précédé l'attaque l'Irak par la Coalition, les opposants à la guerre ont intenté un procès d'intention aux États-Unis et au Royaume-Uni, les accusant de vouloir faire main basse sur les ressources irakiennes, et particulièrement sur les réserves de pétrole. Après-guerre, cette suspicion a miné les débats du Conseil de sécurité de l'ONU. En définitive, l'Autorité provisoire de la Coalition a été rappelée à ses devoirs, déterminés par le

règlement de La Haye de 1907 et les Conventions de Genève de 1949, dont il ressort qu'elle ne peut se rembourser des frais de guerre en pillant le pays. Loin d'être terminée cette affaire ne manquera pas de ressurgir sachant que, dès à présent, les États-Unis ont installé un rideau de fumée qui leur a déjà permis de confisquer ou détourner 5,7 milliards de dollars du Trésor irakien.

La **résolution 1483** du Conseil de sécurité, adoptée le 22 mai 2003, a « pris acte » de la création par l'**Autorité provisoire de la Coalition** d'un **Fonds de développement pour l'Irak (DFI)** chargé de gérer les ressources du pays en fonction des « intérêts des Irakiens ».

Ce Fonds est détenu par la Banque centrale d'Irak, mais il est administré par l'**US Federal Reserve Bank of New York**, présidée par Peter G. Peterson. Il est tenu par la résolution 1483 d'agir dans la « transparence », de soumettre ses comptes à des experts-comptables indépendants dont le choix doit être approuvé par un Conseil international consultatif et de contrôle (IAMB) où doivent notamment siéger des représentants du Secrétaire général de l'ONU, du Directeur général du Fonds monétaire international, du Directeur général du Fonds arabe de développement économique et social et du Président de la Banque mondiale. Cependant, malgré ces obligations et ce dispositif, le Fonds agit dans la plus totale opacité.

Le Fonds a été immédiatement abondé comme suit :

- ▶ 1,5 milliard de dollars provenant des ressources pétrolières exploitées dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » et placées jusque-là par l'ONU sous séquestre ;
- ▶ 2,5 milliards de dollars provenant de comptes irakiens à l'étranger bloqués depuis 1991 (annexion du Koweït), sauf comptes bloqués aux États-Unis ;
- ▶ 1,5 milliard de dollars provenant de l'exploitation des ressources pétrolières après la guerre.

Soit un total de 5 milliards de dollars.

Les décaissements sont effectués par le ministre irakien des Finances, sur instructions de l'administrateur de la Coalition, L. Paul Bremer III.

Celui-ci se détermine après avis du Bureau d'examen des programmes (PRB) qui est composé de 11 membres décisionnaires (7 États-Uniens, 1 Britannique, 1 Australien et le ministre irakien des Finances) et 10 membres consultatifs (6 États-Uniens et 4 représentants du FMI, de la Banque mondiale, du secrétaire général de l'ONU et de l'IAMB). Tous les appels d'offre et les minutes des réunions doivent être rendus publics en arabe. Cependant à ce jour, en violation de ces obligations, aucun de ces documents n'a été publié.

En outre, l'Autorité provisoire de la Coalition a institué un Conseil international de coordination (CIC) chargé de faire appel à l'assistance internationale pour abonder le Fonds de développement de l'Irak. Ce conseil a organisé, en collaboration avec le gouvernement espagnol et le **Fonds de développement des Nations unies**, la **Conférence des donateurs pour la reconstruction de l'Irak**, qui s'est tenue à Madrid, les 23 et 24 octobre 2003.

Dans un document préparatoire, le Fonds de développement des Nations unies estimait les besoins minimum à 56 milliards de dollars ; étant entendu que cette estimation se fondait sur une facturation raisonnable des travaux par des entreprises locales. À cela, il convenait d'ajouter le remboursement des 120 milliards de dettes principalement accumulées par l'Irak durant la guerre qu'il mena contre l'Iran pour le compte politique des Occidentaux ; l'Irak étant l'État le plus endetté du monde proportionnellement à son nombre d'habitants. Soit un total de 176 milliards de dollars.

Mais aucun État au monde, pas même le Royaume-Uni, ne souhaitait verser la moindre

somme à un fonds administré de facto par le seul Paul Bremer. Trois jours avant la Conférence de Madrid, la Maison-Blanche concéda la création sous les auspices de la Banque mondiale d'une caisse indépendante pour les donateurs : le **Fonds international pour la reconstruction de l'Irak (IIRF)**.

À Madrid, le CIC et le gouvernement Aznar réunirent 300 sociétés privées (134 de l'Union européenne, 19 états-uniennes, 25 irakiennes), 73 États, et 20 institutions internationales. Malgré ces chiffres impressionnants, la conférence fut en réalité boycottée par les grandes puissances qui s'y firent représenter à très bas niveau. À titre d'exemple, la France n'envoya que son ministre délégué au Commerce extérieur, François Loos, et refusa d'assister ses entreprises nationales qui souhaitaient participer. Ainsi, la banque française BNP-Paribas dû s'adresser directement au gouvernement espagnol pour se joindre à la Conférence. Une fois les discours de bonnes intentions terminés, on releva qu'en tout et pour tout environ 20 milliards de dollars avaient été promis, sous forme de prêts ou de dons, à des dates de versement diverses. Ils mêlent l'aide humanitaire à l'aide à la reconstruction, des crédits à l'exportation et des financements de projets particuliers.

Le Japon est le deuxième donateur après les États-Unis avec un total de promesses d'environ 5 milliards de dollars, décomposés en 1,5 milliard de dons pour 2004 et 3,5 milliards de prêts à faible taux d'intérêt dont le versement sera échelonné jusqu'en 2007. Le Koweït est le troisième donateur avec 1,5 milliard de dollars, puis l'Arabie saoudite avec 1 milliard de dollars, et le Royaume-Uni avec 0,5 milliard de dollars.

L'Union européenne n'a proposé que 231 millions de dollars. La France et l'Allemagne, qui abondent aux dons européens, n'ont pas annoncé d'effort supplémentaire. La Fédération de Russie s'est abstenue de proposer quoi que ce soit.

À ce jour, il n'existe aucune garantie que les dons promis soient jamais versés et, en ce qui concerne le Japon, il est même probable qu'ils seront oubliés à l'occasion d'un remaniement ministériel.

Pour masquer le fiasco de la Conférence de Madrid, le secrétaire d'État Colin Powell a comptabilisé les 20 milliards de dollars alloués par le Congrès à l'installation des forces d'occupation parmi les dons et prêts obtenus pour la reconstruction de l'Irak. De plus, le président George W. Bush, a présenté la rallonge budgétaire de 87 milliards de dollars votée par le Congrès comme destinée à la reconstruction de l'Afghanistan et de l'Irak, alors qu'il s'agit essentiellement d'un budget militaire. Ce faisant, il a d'ailleurs suscité des critiques dans son pays, où des contribuables s'indignent d'avoir à payer pour des Irakiens par ailleurs si peu reconnaissants d'avoir été « libérés ».

Mais ce jonglage de chiffres, s'il crée une illusion médiatique, ne modifie pas la réalité. Les nombreux États sollicités ont refusé d'investir en Irak parce que la sécurité n'y est pas assurée et que des attentats récents ont prouvé qu'on ne peut pas faire d'argent dans le pays pour le moment. Ces mêmes États n'ont pas voulu non plus donner ni au Fonds de développement de l'Irak (DFI) géré par les États-Unis, ni au Fonds international pour la reconstruction de l'Irak (IIRF) géré par la Banque mondiale, parce qu'ils mettent en doute l'honnêteté de l'Autorité provisoire de la Coalition.

Premièrement, les comptes irakiens bloqués en 1991 s'élevaient à 4,2 milliards de dollars et non à 2,5. La différence, soit **1,7 milliards de dollars**, correspond aux comptes domiciliés aux États-Unis et confisqués illégalement par l'administration Bush pour être versés au Trésor états-unien.

Deuxièmement, le total des sommes versées au DFI s'élève à 5 milliards de dollars, or seul 1 milliard figure sur les comptes publics. La différence, soit 4 milliards de dollars, a été

détournée sur des comptes privés par l'administrateur L. Paul Bremer III pour le seul profit du clan Bush. Une somme qui pourrait être partiellement utilisée pour financer la campagne électorale présidentielle.

Ce sont donc 5,7 milliards de dollars qui ont été spoliés, à des fins privées ou publiques, par les États-Unis au peuple irakien, en violation des Conventions internationales et de la **résolution 1483** du Conseil de sécurité.

-
- ▶ *A Preliminar Background Briefing Papers*. United Nations Development Group (New York, juin 2003, 30 p.). Téléchargement : Pdf 1900 Ko.
 - ▶ « In the Name of the Patriot Act : That's Ours » par Mark Medish, *The Washington Post*, 18 octobre 2003.
 - ▶ *Iraq : the missing billions. Transition and Transparency in Post-War Iraq* par Christian Aid, Londres, octobre 2003. Téléchargement : Pdf 132 Ko.
 - ▶ Position de l'Union européenne.
 - ▶ Évaluation des besoins de l'Organisation mondiale de la santé.
 - ▶ Discours d'ouverture de la Conférence par Kofi Annan.
 - ▶ Discours de François Loos (France).
 - ▶ *Special Press Summary : International Donor's Conference on Iraq Reconstruction*, Virtual Information Center (29 octobre 2003, 12 p.). Téléchargement : Word, 277 Ko.

Militarisation de la société civile états-unienne

Analyse

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Donald Rumsfeld annonçait que la « guerre au terrorisme » impliquerait une militarisation de toute la société états-unienne. Il écrivait alors dans le *New York Times* : « *Les costumes rayés des banquiers et les fringues râpées des programmeurs constitueront les uniformes de ce conflit aussi assurément que le seront les camouflages du désert* ». Ce thème, caractéristique de l'installation des régimes totalitaires, surgit aujourd'hui dans les débats publics, comme le secrétaire à la Défense l'avait prévu. Dans l'*International Herald Tribune*, le sénateur Richard G. Lugar assure que les diplomates forment la « *première ligne* » de la guerre au terrorisme et doivent être protégés en conséquence. Tandis que, dans le même quotidien, John Edwin Mroz et Bill Conner assurent que le moment est venu d'enrôler les entreprises contrôlant les infrastructures des systèmes d'information. Malgré la paix apparente en Occident, nous serions en guerre et il n'y aurait plus de distinction possible entre civils et militaires, qu'un engagement collectif pour défendre la patrie en danger.

La visite d'État du président George W. Bush au Royaume-Uni suscite bien des commentaires et des quiproquos. L'opinion publique états-unienne est persuadée que le Royaume-Uni est aujourd'hui la seconde puissance mondiale, aussi bien sur les plans militaire qu'économique. Elle pense que Londres, en s'engageant en Irak derrière la bannière étoilée, a acquis un leadership en Europe, marginalisant ces ronchons de Français et d'Allemands. Les conseillers électoraux du président, notamment Karl Rove, ont insisté pour que cette visite prenne des allures inédites incluant une séance photo avec la reine Élisabeth II. Ces clichés consacraient, aux yeux de l'opinion états-unienne, la reconnaissance internationale de la fonction impériale désormais dévolue à « l'Amérique ». Simultanément, 60 % des Britanniques désapprouvent la

politique irakienne du président Bush et considèrent que le suivisme du cabinet Blair a nui aux intérêts de leur pays. Et, selon le *Sunday Times*, 37 % des Britanniques qualifient le président US de « stupide ».

David Frum, ancien rédacteur des discours du président Bush, explique donc aux lecteurs du *Daily Telegraph* les éléments qui leur ont échappé et qui les conduisent à mépriser la politique commune anglo-états-unienne, dont ils devraient être fiers. On observera si ces arguments décourageront les Londoniens de manifester contre leur hôte de quatre jours, alors que leur maire, Ken Livingstone, vient de décrire George W. Bush comme « *la pire menace pour la vie sur la planète* ».

Sur un registre un peu différent, le ministre des Affaires étrangères, Denis MacShane, plus ou moins convaincu que les Français apprécient cette politique, érige dans *Le Monde* le New Labour en modèle pour le reste de l'Europe.

La croyance des responsables politiques dans la toute-puissance de conviction de la presse est peut-être exagérée et dangereuse. C'est ce que pense Lance Price, ancien directeur de communication du New Labour, dans *The Independent*. Il observe que l'alliance entre le magnat d'extrême droite Rupert Murdoch et le politicien travailliste Tony Blair a peut-être contribué aux victoires électorales de ce dernier, mais n'a pas été décisive. En outre, elle a probablement été chèrement payée par les « retour d'ascenseur » que Murdoch exigea une fois Blair installé à Downing Street. Les conservateurs devraient donc être prudents face au revirement du magnat et à son ralliement à leur parti.

Peter Hansen, directeur de l'UNRWA, répond aux critiques de l'association UN Watch dans le *Jerusalem Post*. En réalité, cette ONG est un faux-nez du gouvernement Sharon, chargé de discréditer tous les organes de l'ONU qui défendent les droits des Palestiniens. Elle a commencé ses campagnes en stigmatisant la Commission des droits de l'homme, puis l'UNRWA et maintenant l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Quoiqu'il en soit, l'existence de l'Agence de secours aux Palestiniens est aujourd'hui menacée.

Dans le *Christian Science Monitor*, le sociologue démocrate-chrétien Amitai Etzioni prône une approche humaine de la situation en Irak. D'où il ressort que Washington devrait installer un gouvernement local élu, pour satisfaire le sentiment national irakien, tout en continuant à tirer les ficelles pour défendre ses intérêts dans la région.

Enfin le coordinateur des faucons, Frank J. Gaffney Jr., se félicite dans le *Washington Times* de l'excellent rapport secret que le vice-secrétaire à la Défense, Douglas Feith, vient de remettre à des parlementaires. En 50 points, il démontre l'existence et l'ampleur des liens unissant Saddam Hussein et Ben Laden contre les États-Unis. En réalité, il s'agirait là de la dernière production du Bureau des plans spéciaux, spécialiste des intoxications en tous genres. D'ailleurs, les exemples donnés par Gaffney, telle que la rencontre secrète d'Atta à Prague, ont été démentis depuis longtemps.

Richard G. Lugar



Richard G. Lugar est sénateur républicain de l'Indiana et président de Commission des affaires étrangères du Sénat. Son nom reste associé à l'accord Nunn-Lugar de désarmement nucléaire avec la Russie.

« Les troupes diplomatiques de l'Amérique ont besoin d'une meilleure protection »

Source : International Herald Tribune

Référence : America's diplomatic troops need better protection, par Richard G. Lugar, *International Herald Tribune*, 18 novembre 2003.

Les ambassades américaines sont à la fois des avant-postes du gouvernement états-unien et des symboles des États-Unis, voilà pourquoi elles sont les cibles d'attaques terroristes fréquentes depuis 1998. Les États-Unis reçoivent des menaces contre leurs ambassades et consulats tous les jours. Depuis la guerre en Irak, le gouvernement a dû fermer temporairement plus de 30 ambassades et consulats.

Les diplomates sont sur la ligne de front de la guerre au terrorisme et ont besoin de toute la protection possible. Le **département d'État** a lancé un programme de renforcement de la sécurité des ambassades et consulats qui est le bienvenu. Cependant, aujourd'hui, seule douze ambassades et consulats dans le monde remplissent les critères de sécurité. Vu l'actuel progression des travaux, il faudra 20 ans pour remplir les conditions.

Il faut les accélérer pour protéger nos représentants à l'étrangers. Le président **George W. Bush** doit en faire une priorité car c'est le personnel de nos ambassades, qui en enquêtant, en découvrant des preuves et en identifiant les financements, forme la première ligne dans notre guerre au terrorisme.

John Edwin Mroz, Bill Conner

John Edwin Mroz est président et fondateur de l'EastWest Institute.



Bill Conner est PDG de Entrust Inc. et coprésident de la Task Force on Corporate Governance, soutenue à la fois par le département de la Sécurité de la Patrie et les

« Le monde des affaires doit s'engager dans cette guerre »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Business has to enlist in this war », Par John Edwin Mroz et Bill Conner, *International Herald Tribune*, 17 novembre 2003.

Plus de deux ans après le 11 septembre, il y a peu d'accords internationaux pour faire face aux nouvelles menaces et il y a toujours une forte hésitation des gouvernements à impliquer le secteur privé dans cette guerre.

Alors qu'au XXème siècle les questions de sécurité dans des guerres conventionnelles étaient de la responsabilité des gouvernements et des alliances, aujourd'hui, il faut faire face à des assauts anonymes sur, ou via, les infrastructures des systèmes d'information. Celles-ci sont avant tout contrôlées par le secteur privé, qui doit donc travailler à leur sécurisation. En temps de guerre, le secteur privé soutient traditionnellement son pays, mais aujourd'hui il faut que le partenariat soit encore plus étroit. Il ne peut pas y avoir de sécurité physique sans cybersécurité. L'industrie et le gouvernement doivent collaborer

grandes entreprises du secteur privé.

dans ce domaine.

C'est pourquoi la cybersécurité dans les entreprises doit être soutenue et encouragée par le gouvernement, en insistant sur le fait que cette question est une priorité organisationnelle et en la finançant.

David Frum



David Frum a été le rédacteur des discours de George W. Bush et notamment le discours de l' « Axe du mal ». Il est rédacteur de *National Review* et membre de l'American Enterprise Institute. Il est auteur d'une hagiographie de George W. Bush : *The Right Man : The Surprise Presidency of George W. Bush*.

« Blair a été un allié crucial dans la libération de l'Irak »

Source : Daily Telegraph

Référence : « Blair proved a crucial ally in the liberation of Iraq », par David Frum, *Daily Telegraph*, 18 novembre 2003.

On trouve beaucoup de sites présentant **Tony Blair** comme le toutou de **George W. Bush** alors qu'en réalité, le président états-unien a ignoré les conseils de beaucoup de ses conseillers et ses propres instincts pour suivre les avis du gouvernement britannique.

C'est sur les conseils de Downing Street qu'il s'est rendu deux fois à l'ONU pour tenter d'obtenir une résolution concernant l'Irak et qu'il s'est réinvesti dans le processus de paix israélo-palestinien. Le changement d'attitude de Bush sur l'Irak et sa conversion à un transfert rapide de souveraineté aux Irakiens est également un succès britannique. Cependant les Britanniques méprisent ces succès pour trois raisons :

- Le gouvernement Blair n'a pas voulu dire à la population quelles étaient ses intentions. Aucun diplomate britannique n'a osé avouer que la démocratisation voulue par Bush était vue comme dangereuse pour les clients du Royaume-Uni au Proche-Orient. Aussi, les succès sur cette question n'ont pu être mesurés par l'opinion.

- Les membres du gouvernement Blair ont défendu des politiques qui ont eu de mauvaises conséquences, ils préfèrent donc se montrer discrets sur ce point. Ainsi il n'existe qu'un seul gouvernement provisoire possible en Irak : l'**Iraqi National Congress** d'Amhed Chalabi. Mais le **département d'État** et la **CIA**, pour des raisons bureaucratiques, et le gouvernement britannique, qui veut imposer un homme fort en Irak sur le modèle de **Pervez Musharraf**, ne l'aiment pas. Cela a empêché l'installation d'un gouvernement transitoire en Irak et cela provoque la colère des Irakiens.

- Le Royaume-Uni souffre d'un complexe d'infériorité injustifié. En effet, dans la guerre au terrorisme, il a démontré qu'il était, avec les États-Unis, le seul pays à disposer d'une force de projection militaire efficace.

Le Royaume-Uni, en raison de sa force est, avec l'Australie, un allié indispensable des États-Unis. Les trois pays peuvent apporter la paix, la liberté et les Droits de l'homme au monde.

Denis MacShane



Denis MacShane est ministre britannique travailliste des Affaires européennes.

« Tony Blair ou le réformisme permanent »

Source : Le Monde

Référence : « Tony Blair ou le réformisme permanent », par Denis MacShane, *Le Monde*, 18 novembre 2003.

Récemment le **New Labour** a franchi une étape décisive : jamais en 100 ans d'existence, il n'était resté plus de six ans au pouvoir. Il est en passe de devenir un parti de gouvernement hégémonique à l'image de ses homologues d'Europe du nord.

La presse anti-travailliste de Londres, la droite et la gauche de la gauche continuent d'attaquer **Tony Blair** à propos de l'Irak, mais les députés et militants travaillistes savent que le débat est clos et que nous avons eu raison de renverser Saddam Hussein comme nous avons renversé Milosevic. Ceux qui auraient préféré conserver Saddam Hussein au pouvoir et restent obsédés par leur haine de Washington ne partagent pas cette opinion, mais les manifestants ne sont pas les électeurs.

M. Blair a transformé un parti socialiste divisé en formation sociale-démocrate de gouvernement en développant un programme de « troisième voie » ou de social-démocratie modernisée. Il concilie la nécessité économique et les obligations sociales. Il s'agit d'une application des règles économiques à la société en adoptant pour les services publics une vision entrepreneuriale avisée. Il s'agit d'une approche pragmatique, un réformisme permanent qui, je l'espère, nous permettra de gagner les élections de 2004 et 2005.

Le réformisme de Blair se situe entre le Charybde du socialisme étatique français et le Scylla de la social-démocratie allemande où les intérêts particuliers bloquent toutes réformes. Nous offrons une voie pour la gauche européenne qui doit se réinventer face aux partis de droite au pouvoir en Europe et aux États-Unis. Il s'agit d'une chance de résoudre les problèmes économiques de l'Europe.

Lance Price



Lance Price est ancien directeur de la communication du New Labour de Tony Blair.

« Rupert Murdoch - l'homme qui voulait être faiseur de roi »

Source : The Independent

Référence : « Rupert Murdoch - the man who would be kingmaker », Par Lance Price, *The Independent*, 17 novembre 2003.

Après avoir réussi à imposer son fils à la tête de **BskyB** malgré la révolte des actionnaires, **Rupert Murdoch** a laissé entendre que ses journaux soutiendraient les conservateurs aux prochaines élections. Toutefois, avant que l'opposition ne commence à penser que c'est Noël avant l'heure, elle devrait

réfléchir à ce qu'est réellement ce cadeau.

Le soutien des journaux de Murdoch a été précieux pour **Tony Blair** lors des victoires de 1997 et 2001. C'est pour cela que le Premier ministre a tant fait pour rester en bons termes avec le magnat de la presse. Quand je travaillais au 10 Downing Street, les seules personnes habilitées à travailler sur le dossier Murdoch étaient **Alastair Campbell** et **Anji Hunter** et personne ne remettait en cause l'intérêt de la cour énergique que Blair faisait à Murdoch. Certains pensent que la modification dans la loi qui a permis à Murdoch de prendre le contrôle de BskyB était une partie de l'accord avec le Premier ministre. Je ne le pense pas, mais je ne suis pas naïf et je ne crois pas que le soutien de Murdoch n'ait rien coûté.

La fin de l'alliance entre les deux hommes est venue des exigences excessives de Murdoch. C'est justement pour cela que **Michael Howard** devrait être sur ses gardes. L'opposition de Murdoch à la construction européenne devenait excessivement pesante et Blair sait que sa légitimité vient du peuple britannique et pas d'un seul homme qui ne peut même pas voter chez nous. Même sans l'aide de Murdoch, nous aurions gagné les élections de 1997 et 2001. Murdoch va pousser les conservateurs à défendre ses idées contre l'avis des Britanniques. Howard doit se souvenir que le soutien de Murdoch et l'adoration du *Sun* n'ont pas empêché la défaite de Thatcher. En outre, au dernier moment, Murdoch soutiendra celui qu'il pense être le prochain vainqueur de l'élection et cela, seule la population le décidera.

Peter Hansen



Peter Hansen est commissaire général de l'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA).

« Ce n'est pas être orienté, c'est mon travail »

Source : Jerusalem Post

Référence : « 'That's not bias, that's my job' », Par Peter Hansen, *Jerusalem Post*, 17 novembre 2003.

Le 11 novembre, j'ai été accusé par Andrew Srulevitch, d'**UN Watch** de faire un travail orienté contre Israël. Dans son article, il oublie de citer mes condamnations du terrorisme et mon attention au sort des Israéliens vivant dans la peur pour détourner des citations. J'ai pourtant toujours exprimé mon opinion que les deux côtés devaient s'engager dans la voie de la paix et rejeter la violence.

J'ai été horrifié par la destruction du camp de Jénine où vivaient 13 983 Palestiniens, dont une majorité de femmes d'enfants et de vieillards, mais je n'ai pas nié qu'une faible minorité de la population était armée et je n'ai pas repris le nombre des morts présenté par l'Autorité palestinienne. J'ai exprimé mon opposition à la destruction des maisons de 450 familles, mais ce n'est pas être « orienté », c'est mon travail.

Srulevitch s'appuie sur une occupation d'une école de l'**United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East** (UNRWA) par des militants palestiniens qui s'en sont servis comme position de tir, en janvier 2002, pour affirmer que nous utilisons nos structures pour aider les groupes

armés palestiniens. Nous avons pourtant protesté contre cette occupation, la seule recensée, comme nous avons protesté face aux 38 réquisitions de l'armée israélienne. Il appuie également son argumentation sur les aveux d'un ambulancier de l'UNRWA qui a affirmé avoir transporté des armes dans nos véhicules. Il faut cependant noter que depuis cette ambulancier a été libéré faute de preuves et que les aveux qu'il avait signé étaient en hébreu et qu'il ne parle pas cette langue.

Je ne suis pas orienté en faveur d'un camp. Je fais un travail humanitaire et, en tant que fonctionnaire de l'ONU, je n'oublie pas les résolutions condamnant l'occupation des territoires.

Amitai Etzioni



Amitai Etzioni est professeur de sociologie à la George Washington University. Il est l'auteur de *The Limits of Privacy*. Il a été membre de la Task Force on National Security in the Information Age, groupe financé par la Markle Foundation, qui regroupait les principales sociétés de hautes technologies et des représentants des agences de renseignement des États-Unis.

« Une stratégie de départ d'Irak de sociologue »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « A sociologist's Iraqi exit strategy », par Amitai Etzioni, *Christian Science Monitor*, le 18 novembre 2003.

Le problème irakien des États-Unis doit être traité par moins de généraux et plus de sociologues comprenant comment les sociétés fonctionnent.

Le plan néo-wilsonien consistant à transformer l'Irak en démocratie et à rapatrier nos troupes rapidement ne fonctionne pas. Cela n'a jamais fonctionné ainsi dans les pays qui étaient moins préparés à la démocratie que l'Allemagne et le Japon. Il faut aussi tenir compte du fait que les Irakiens sont très patriotes et s'opposent presque tous à la présence états-unienne. Les États-Unis essayent en vain d'obtenir le soutien de la population en reconstruisant le pays à grands frais (en raison de difficultés locales et du mercantilisme des entreprises US). En outre, les premières phases des démocraties (qui durent des décennies) sont marqués par une explosion des comportements antisociaux. Aujourd'hui en Irak, les crimes et viols augmentent, ce qui va développer plus de cas de séropositivité, la destruction des familles, l'abandon des enfants et l'accroissement de l'abus de drogue et d'alcool. La Russie a connu un phénomène semblable avec la démocratisation et les Irakiens, scandalisés par ces pratiques se chercheront donc vite un **Vladimir Poutine**.

Affirmer que les États-Unis ne partiront d'Irak qu'une fois le développement économique et politique bien amorcé n'a donc pas de sens. Les Américains ne sont pas prêts à payer une longue occupation. Toutefois, partir vite après avoir déclaré la victoire n'est pas plus souhaitable car cela pourrait déboucher sur une guerre civile. Il faut donc adopter une position médiane qui consiste à laisser à un gouvernement élu les rennes du pouvoir, tout en continuant à le conseiller et conserver trois grandes bases en Irak : une dans le Kurdistan près de l'Iran, une à Bassora avec un accès au port et un grand aéroport dans le nord-ouest du pays.

Cela permettra d'empêcher le pays de développer des armes de destruction massive, d'éviter une guerre civile, de conserver une capacité de projection dans la région et de maintenir la pression sur l'Iran et la Syrie.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Les liens terroristes dans le mémo »

Source : Washington Times

Référence : « Terror-tied by memo », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 18 novembre 2003.

Après avoir perdu leur argument économique contre **George W. Bush**, les démocrates sont en train de perdre celui qui consistait à accuser la **Maison Blanche** d'avoir détourné les États-Unis de la guerre au terrorisme en attaquant l'Irak. En effet, le *Weekly Standard* vient de révéler les détails d'un rapport secret de 16 pages envoyé par le **département de la Défense états-unien** à la commission des renseignements du Sénat qui prouve que Saddam Hussein a entretenu des liens avec Al Qaïda.

Ce document a été rédigé par mon ami, le vice secrétaire à la Défense **Douglas Feith**. Il met en lumière 50 éléments permettant d'établir que Saddam Hussein et Ben Laden ont collaboré. Ainsi, des responsables des services secrets irakiens ont rencontré régulièrement Ben Laden et ses subordonnés pour des discussions dont on ignore le contenu, mais c'est à ces occasions que le réseau de Ben Laden se faisait remettre des armes, de l'argent et de faux passeports irakiens et syriens. Les hommes d'Al Qaïda furent aussi entraînés à utiliser des explosifs. Un Irakien vivant en Malaisie et ayant obtenu un poste à l'aéroport de Kuala Lumpur sur intervention de l'ambassade irakienne a facilité les déplacements dans le pays de deux des pirates de l'air du 11 septembre pour qu'ils rencontrent Tawfiz al-Aatash, un lieutenant de Ben Laden.

Les services irakiens ont également formé des membres d'Al Qaïda au maniement des armes biologiques et chimiques après les attentats de 1998 contre les ambassades et de 2000 contre l'USS Cole. En outre Mohammed Atta a rencontré à Prague l'ancien responsable des services secrets irakiens. Avec ce rapport, il n'est plus possible de dire qu'il n'y a pas de preuves de liens entre l'Irak et Al Qaïda.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Iran multiplie les contacts avec l'Union européenne en prévision de la réunion de l'AIEA consacrée à son programme nucléaire

Référence : « EU, Iran underline commitment to Tehran agreement », IRNA, 17 novembre 2003. « Rowhani, Patten discuss EU-Iran ties », IRNA, 17 novembre 2003. « Solana : Iran has been honest with us », « USA et Union européenne en désaccord sur l'Iran », par Marie-Louise Moller, Reuters, 17 novembre 2003.

Le Secrétaire du Conseil Suprême de Sécurité Nationale iranien, Hassan Rohani, a rencontré, lundi 17 novembre 2003 à Bruxelles, le Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère, Javier Solana, et le ministre des Affaires étrangères italien, Franco Frattini, dont le pays occupe la présidence de l'Union européenne.

D'après Rohani, la réunion a été « *excellente* » : « *Nous avons passé en revue les relations entre l'Union européenne et l'Iran. Nous avons évoqué des questions régionales, l'Irak et l'éventualité d'une coopération en Irak* », a-t-il déclaré. Les deux parties ont également évoqué le programme nucléaire iranien et l'accord auquel l'Iran et l'Union européenne sont parvenus dans ce dossier. « *L'Iran s'est engagé à respecter l'accord élaboré à Téhéran et les participants européens ont également réaffirmé leur propre engagement* », a ajouté Rohani. Javier Solana a, de son côté, indiqué souhaiter que le dossier de l'Iran ne soit pas transmis devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, et que la communauté internationale continue à travailler avec Téhéran sur la base du cadre de l'AIEA.

Hassan Rohani a également rencontré le commissaire européen aux Relations extérieures, Chris Patten. Au cours de l'entretien, Hassan Rohani a déclaré que « *pour assurer la paix et la stabilité, nous avons décidé d'établir un Proche-Orient libre de toute arme nucléaire* ». Il a ajouté que « *à toutes les réunions que j'ai eues avec les Européens, j'ai attiré l'attention sur le danger posé par les armes de destruction massive détenues par Israël* ». La porte-parole de Chris Patten, Emma Udwin, a déclaré que les deux protagonistes ont eu « *des entretiens très bons, constructifs et amicaux* ». Selon elle, « *l'Iran comprend très bien notre position sur la question du nucléaire* ».

D'après le représentant permanent de l'Iran auprès de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), l'Union européenne est en train de rédiger un projet de résolution, en prévision de la réunion du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA,

qui aura lieu les 20 et 21 novembre 2003. Cette résolution ne prévoit pas de déférer le dossier iranien devant le Conseil de sécurité. Le document déplore l'opacité passée du programme iranien, mais exprime sa volonté d'ouvrir un nouveau chapitre dans les relations de l'Agence avec Téhéran, étant donnés les offres de transparence récemment présentées par l'Iran.

« *Nous sommes en consultation permanente avec l'Union européenne, le mouvement des non-alignés et les États d'Amérique latine* », a déclaré Salehi. La majorité des membres du Conseil des Gouverneurs, et notamment les trois groupes de pays cités par Salehi, est opposée à l'adoption d'une position dure à l'encontre de l'Iran et au renvoi de son dossier devant le Conseil de Sécurité. Washington déjà fait savoir que cette résolution « *ne répond pas aux attentes des États-Unis* », d'après des sources diplomatiques citées par Reuters. « *Le Conseil de sécurité n'est pas mentionné* », a déclaré à Reuters un diplomate d'un pays membre du Conseil des gouverneurs ayant eu connaissance du projet de Paris, Berlin et Londres. « *Le non-respect, la violation ou les infractions (au TNP) ne le sont pas non plus. Aucun de ces termes n'est utilisé. C'est très faible.* ». Le secrétaire d'État états-unien, Colin Powell, a notamment contesté, lundi 17, l'avis du chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, selon lequel l'Iran s'est montré honnête dans la présentation de ses activités nucléaires. Après une rencontre à Washington avec son homologue allemand Joschka Fischer, Powell a jugé « *impossible de croire* » que l'Iran ne cherche pas à fabriquer d'arme atomique. « *Les Iraniens nous ont fourni une grande quantité d'informations. Cela confirme ce que les États-Unis disent depuis longtemps (...), à savoir que le programme de développement nucléaire iranien va bien plus loin que la simple production d'électricité, que son objectif est de fabriquer une arme atomique* », a insisté Powell.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

L'Égypte joue les médiateurs pour un accord de cessez-le-feu israélo-palestinien

Référence : « *Egyptian intelligence chief tries to broker cease-fire* », par Arnon Regular et Aluf Benn, *Ha'aretz*, 18 novembre 2003.

Le chef des services de renseignement égyptiens, le général Omar Suleiman, a rencontré, lundi 17 novembre 2003, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, dans son complexe de la Muqata, à Ramallah. Le Premier ministre Ahmed Qureih assistait également à la réunion, qui visait à mettre en œuvre un accord de cessez-le-feu majeur.

Le général égyptien a discuté des modalités d'une trêve applicable à toutes les organisations militantes palestiniennes, notamment le Hamas et le Jihad islamique, dans un accord qui soit « *plus compréhensif que le dernier accord d'hudna (trêve)* », selon des sources diplomatiques palestiniennes citées par *Ha'aretz*.

Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a déclaré le même jour qu'il était

disposé à rencontrer son homologue palestinien, peut-être en début de semaine prochaine. Il a indiqué avoir reporté cette rencontre pour permettre à Ahmed Qureih de consolider son pouvoir.

D'après lui, Israël ne s'oppose pas à un accord de cessez-le-feu, puisque, « *si le calme s'installe, Israël n'agira pas* » contre le terrorisme. Cependant, les expériences passées ont montré que le Hamas et le Jihad islamique se servent des périodes de trêve pour se réapprovisionner en armes et renforcer leurs rangs, a-t-il signalé. En conséquence, si la trêve n'est pas accompagnée de mesures décisives pour démanteler les infrastructures terroristes, il est peu probable que le calme dure très longtemps.

Ahmed Qureih devrait, dans ce contexte, rencontrer les dirigeants du Hamas et du Jihad islamique dans la bande de Gaza, avant de poursuivre éventuellement les négociations au Caire, les officiels égyptiens servant de médiateurs.

Le négociateur égyptien a pu rencontrer le chef du Mossad, Meir Dagan, une rencontre interprétée comme un gage de bonne volonté israélien. D'après les informations recueillies par *Ha'aretz*, le cessez-le-feu prendrait la forme d'une déclaration officielle des organisations militantes palestiniennes de non-agression envers Israël, le gouvernement Sharon ordonnant en échange à l'armée de ne pas mener d'offensives dans les territoires sous contrôle palestinien.

Pour le Hamas, l'arrêt des hostilités ne peut concerner que les civils.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Iran dément que des experts irakiens en missiles soient présents sur son sol

Référence : « Asefi rejects Iraqi missile experts presence in Iran », IRNA, 17 novembre 2003.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Hamid-Reza Asefi a démenti, lundi 17 novembre 2003, les informations relayées par des agents de renseignement états-uniens selon lesquelles des experts en missiles irakiens seraient actuellement en Iran. Asefi a qualifié ces déclarations de « *totalelement sans fondement* », ajoutant que c'est un moyen pour les États-Unis de tirer avantage de la situation actuelle en Irak.

« *Cette façon de produire de nouvelles histoires est le moyen le plus facile et le plus superficiel d'aborder des problèmes réels* », a-t-il déclaré.

Il a également indiqué que, par le passé, les missiles à longue portée du régime de Saddam Hussein ont touché des cibles civiles dans plusieurs villes iraniennes, avec la bénédiction des États-Unis. L'idée que les concepteurs de ces missiles se soient réfugiés en Iran n'a donc aucun sens.



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Iran et l'Irak discutent des moyens de renforcer leur coopération

Référence : « Iraqi Governing Council chief confers with FM », IRNA, 17 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, a reçu, lundi 17 novembre 2003, le président du Conseil de Gouvernement transitoire irakien, Jalal Talabani. Au cours de l'entretien, Kamal Kharazzi a déclaré que l'Iran était disposé à aider au retour de la stabilité en Irak, tout en précisant que la position de Téhéran consiste à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures du pays dévasté par la guerre, ni dans la défense de son intégrité territoriale.

Il a ajouté qu'il espérait que se forme rapidement un gouvernement indépendant doté de pouvoirs élargis en Irak, en accord avec la volonté et la détermination du peuple irakien. Selon lui, « *la collaboration entre les deux pays renforcera la paix et la sécurité régionales dans la région, et permettra une coopération régionale élargie* ».

Considérant que la reconstruction de l'Irak, sur le plan politique et économique, est aujourd'hui significative, il a estimé que des investissements communs et la réalisation de travaux, dans différents domaines tels que le chemin de fer, l'énergie, le commerce, le secteur bancaire, l'échange de touristes et de pèlerins, figurent au rend des coopérations possibles entre les deux pays.

De son côté, Jalal Talabani a déclaré que l'accueil favorable de l'Iran à l'égard du Conseil de Gouvernement transitoire irakien (CGI) marque l'ouverture d'une future coopération et appelle à un développement de liens resserrés entre les deux pays. Il a indiqué que le CGI « *tente d'aller vers une meilleur intégration des Irakiens, une consolidation de l'unité nationale et la protection de l'intégrité territoriale de l'Irak* ». Il a ensuite affirmé l'intérêt de l'Irak envers la participation de l'Iran à la reconstruction du pays et a souligné que les intérêts des deux pays, ainsi que la paix et la stabilité régionales, dépendent du développement de la coopération et de l'approfondissement de liens amicaux entre les deux pays.

Les deux protagonistes ont échangé des points de vue sur les moyens d'étendre cette coopération, et la participation iranienne à la reconstruction de l'Irak.

Kharazzi et Talabani se sont mis d'accord pour organiser une rencontre au niveau ministériel et parlementaire sur ce sujet.



Le Liban maintient son opposition au projet d'implantation des réfugiés palestiniens dans leur pays d'accueil

Référence : « Samaha : Ils veulent mettre un terme à la mission de l'Unrwa au profit du HCR », *L'Orient Le Jour*, 17 novembre 2003. « Implantation - Le président de la Chambre écrit à ses homologues français, britannique et européen », *L'Orient Le Jour*, 17 novembre 2003.

Le Liban continue de s'opposer à l'idée d'une implantation sur son sol des réfugiés palestiniens, proposée la semaine passée par une membre du Congrès états-unien. Le ministre de l'Information, Michel Samaha, a ainsi déclaré que, *« si une loi visant à confirmer l'implantation des réfugiés palestiniens dans les pays d'accueil passe, cela veut dire qu'ils [les États-Unis] veulent occulter la résolution 194 de l'Onu, comme ils ont occulté la souveraineté et l'indépendance du Liban par le biais du Syria Accountability Act ».*

Selon lui, les États-Unis *« œuvrent, de concert avec le lobby sioniste, à mettre un terme à la mission de l'Unrwa, en mettant les réfugiés sous la tutelle du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ».*

Pour Michel Samaha, la mission première du HCR est de prendre soin des réfugiés dans le monde *« et de les aider à s'intégrer dans les sociétés auprès desquelles ils ont trouvé refuge ».* Ce qui veut dire, a-t-il ajouté, que le HCR *« doit faire en sorte que ces réfugiés puissent bénéficier de la nationalité du pays d'accueil qui les a reçus pendant plus de quatre ou cinq ans ».* Ce qui implique, a-t-il renchéri, *« la dissolution de l'identité palestinienne : c'est un sujet très grave, la proposition de loi est très grave »*, a prévenu le ministre de l'Information.

Le chef du Parlement, Nabih Berry, a lui envoyé un message aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat français, aux présidents de la Chambre des communes et de la Chambre des lords britanniques, ainsi qu'au président du Parlement européen dans lequel il met en garde contre les dangers de l'implantation des réfugiés palestiniens dans les pays d'accueil.

CONTEXTE L'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, rencontre depuis quelques mois les pires difficultés à trouver des financements et se trouve contraint de restreindre de manière drastique son assistance aux populations palestiniennes. Seuls 45 % des financements promis en 2001 ont été payés par les pays membres.



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Le Liban soutient la position de l'Iran face aux accusations portées sur son programme nucléaire

Référence : « Iran entitled to civilian use of nuclear energy : Lahoud », IRNA, 17 novembre 2003.

Le président libanais, Emile Lahoud, a rencontré lundi 17 novembre 2003 l'ambassadeur iranien à Beyrouth, Masoud Edrissi, et a affirmé que le recours à l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité est un droit légitime de l'Iran. Au cours de la discussion, le président Lahoud a ajouté que la communauté internationale devrait prendre en compte les stocks d'armes de destruction massive détenus par Israël. Il a transmis son amitié au président Mohammad Khatami, et indiqué que la visite du président iranien au Liban, en avril dernier, avait aidé à renforcer les relations bilatérales.

De son côté, Masoud Edrissi a affirmé que l'Iran avait donné des gages de bonne volonté en décidant de signer le protocole additionnel du Traité de non-prolifération (TNP) et de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium.

Il a ajouté que l'Iran restait confiant au sujet de la libération des quatre diplomates détenus en Israël, et que Téhéran apprécierait l'aide du président libanais afin d'assurer la libération des diplomates kidnappés par Israël sur le sol libanais.

Fin d'impunité pour les multinationales ?

Les indigènes équatoriens intentent un procès à Texaco

Quelques jours après la « guerre du gaz » en Bolivie, les communautés indigènes de l'Équateur ont remporté une nouvelle victoire dans la lutte mondiale contre les transnationales. La compagnie états-unienne Texaco, qui exploite depuis plus de vingt ans le pétrole de l'Amazonie équatorienne, a dû s'asseoir sur le banc des accusés. Elle devra répondre du désastre écologique dont elle est responsable ainsi que de l'extinction de deux ethnies.



© 2002 Amazon Watch

Le 21 octobre en Équateur, les indigènes de l'Amazonie ont commencé ce qu'on appelle déjà « le procès environnemental du siècle » qui pourrait durer des années. Si le mouvement indigène gagne ce procès, Texaco devra payer un milliard de dollars aux communautés pour dommages et préjudices. Être parvenu à mettre sur le banc des accusés une des transnationales les plus puissantes du monde, dont le conseil exécutif a pu compter parmi ses membres

rien moins que l'actuelle conseillère de Sécurité nationale du régime Bush, Condoleeza Rice, est une victoire en soi.

Texaco et le pétrole en Équateur

En 1967, la Texaco Petroleum Company (Texpet), filiale de Texaco Inc, commence à exploiter le pétrole en Équateur en consortium avec l'entreprise nationale Petroecuador. Jusqu'en 1990, année à laquelle prit fin son contrat, Texaco érige un oléoduc gigantesque qui traverse la forêt amazonienne, construit 22 stations, perfore 339 puits sur un territoire qui atteint aujourd'hui 442 965 hectares et produit environ 1 500 millions de barils de brut. En un peu plus de vingt ans, la compagnie a ainsi exploité 80 % de la production nationale de pétrole, laissant à l'État de maigres royalties et sans jamais partager les bénéfices.

Parallèlement elle a répandu des tonnes de produits toxiques et de déchets dans l'Amazonie, et plus de 86 milliards de litres d'eau de production (dont la salinité est six fois supérieure à celle de l'eau de mer et qui contient des restes d'hydrocarbures et de métaux lourds). Cela sans compter les deux millions de mètres cube de gaz consommés par leurs brûleurs sans aucun contrôle environnemental.

Désastre sans précédents

Les communautés indigènes ne cessent de dénoncer depuis une décennie les opérations de Texaco qui ont causé la destruction et la pollution de grandes étendues de forêt, l'extermination des leurs et l'appauvrissement non seulement de la région mais du pays dans son ensemble. Entre 1967 et 1990, dans la meilleure tradition de l'économie de prédation de la période coloniale, Texaco a épuisé les ressources naturelles et détruit la biodiversité dont se servaient les communautés pour des usages médicaux, nutritionnels ou domestiques. Dans la forêt humide, zone connue pour son importante réserve d'eau douce, les habitants n'ont plus de quoi boire étant donné le degré de pollution. Les poissons des rivières meurent empoisonnés de même que la végétation de la zone en situation de déforestation.

En dehors du désastre écologique, Texaco est accusé d'avoir attenté à la vie des indigènes Siona, Secoya, Cofán, Quichua et Huaorani, qui se sont vu contraints de quitter leurs territoires altérant ainsi leur mode de vie et leurs coutumes ancestrales. Ceux-ci se sont surtout vus exposés à diverses maladies : cancers, fausse couche, infections intestinales, respiratoires et cutanées, troubles nerveux comme la perte de mémoire, vertiges et douleurs de tête lancinantes. Texaco serait ainsi responsable du processus d'extinction des peuples Tetetes et Sansahuaris.

La responsabilité de Texaco, selon les habitants de l'Amazonie, consiste dans le fait d'avoir utilisé les méthodes qui ont été abandonnées ou interdites du fait de leur dangerosité dans d'autres pays. La transnationale a ignoré des pratiques habituelles dans l'industrie, comme la réinjection des résidus liquides dans le gisement. Ces résidus ont, au contraire, été déversés dans des puits directement creusés dans le sol et dont le contenu s'est logiquement retrouvé dans les fleuves et rivières.



© 2002 Amazon Watch

Le procès environnemental du siècle

Après dix ans de litiges, les communautés indigènes sont parvenues à faire avaliser le procès contre Chevron-Texaco (en octobre 2001 les deux groupes ont fusionné, formant l'actuel Chevron-Texaco). Une première demande avait été présentée aux États-Unis en 1993. Mais pendant des années la compagnie a refusé de reconnaître la juridiction nord-américaine. C'est seulement le 7 mai 2003 que la justice états-unienne a transféré le dossier à la justice équatorienne et qu'il a été accepté par la cours suprême de justice de la ville de Nueva Loja, proche de la frontière colombienne. Celle-ci a ordonné à Chevron-Texaco d'accepter la juridiction équatorienne. C'est ainsi qu'a commencé le « procès environnemental du siècle », le 21 octobre dernier.

Les avocats de l'accusation, qui représentent les 30 000 indigènes équatoriens, réclament 1 milliard de dollars. Alberto Wray, un de ces avocats, a déclaré à la presse internationale [1] que la compagnie Chevron-Texaco devrait nettoyer les puits remplis de toxines et de pétrole ainsi que les fleuves, installer l'eau potable dans les hameaux de la région, répondre à la demande médicale des habitants et aider les cinq communautés touchées à récupérer leurs modes de vie d'avant le déferlement pétrolifère.

Selon un rapport de l'entreprise Global Environmental Operations, engagée par les communautés indigènes afin d'évaluer le désastre, l'épuration des lieux pollués par la compagnie devrait coûter 6 114 millions de dollars. Comme l'a déclaré à CNN un autre avocat de la cause indigène, Steven Donziger [2], ce montant n'est qu'une évaluation : « *Les chiffres que donne ce rapport ne sont qu'une base, les coûts de dépollution pourraient augmenter substantiellement. Tout dépend de ce qu'ils veulent nettoyer [Chevron-Texaco]. S'ils veulent tout nettoyer, cela coûtera beaucoup plus cher.* » Notons que, de toute façon, ce rapport n'étant pas reconnu par la justice équatorienne, il ne sera pas versé au dossier.

Texaco devant la justice

Au début du procès, la transnationale alléguait que Chevron Texaco ne pouvait être jugée pour quelque chose qu'elle n'avait pas commis. L'avocat de la défense, Adolfo Callejas, rappela en effet que l'entreprise avait une nouvelle personnalité juridique et que les faits commis par Texaco Inc ne pouvaient pas lui être

imputés : « *Chevron Texaco ne succède pas à Texaco, elle ne peut donc pas être considérée comme responsable.* » [3]

De son côté Ricardo Reis Viegale, vice-président du conseil général de Chevron-Texaco pour les produits d'Amérique latine, a demandé que l'on ne tienne pas compte de ces accusations du fait de leur manque de fondement [4]. Il a aussi affirmé qu'en 1988 l'entreprise avait mené à bien une opération de nettoyage pour un montant de 30 millions de dollars et que, suite à cela, le gouvernement équatorien avait libéré la compagnie de Texaco de toute responsabilité.

« *Puisque le gouvernement a libéré Texaco de toute obligation et responsabilité, les demandes devraient être portées contre le gouvernement et non contre la Compagnie* », a ajouté Reis Niega dans une conférence de presse internationale. Les plaignants ne nient pas le fait que Texaco a réalisé ce travail de récupération environnementale, mais affirment qu'il a été accompli de façon approximative et inefficace.

Malgré les efforts de Texaco pour invalider le procès, celui-ci continue à suivre son cours et l'entreprise a donc décidé de passer à l'offensive. Elle a demandé au juge Alberto Guerra, qui instruit le dossier, de déterminer une date pour que les trois ministres de l'Énergie et des mines puissent s'y présenter, ainsi que les anciens gérants de Petroecuador, Carlos Romo et Jorge Pareja.

Les communautés indigènes sont décidées à poursuivre le procès et peuvent compter sur le soutien des environnementalistes et des militants des Droits de l'homme, comme la célèbre Bianca Jagger, ex-épouse de Mick Jagger. Celle-ci tente également d'alerter sur les possibles risques de répétition de ce désastre. En effet, depuis que Texaco a arrêté l'exploitation, Petroecuador continue à travailler avec les mêmes infrastructures qui ont déjà empoisonné l'Amazonie. Ces derniers jours, de nouvelles plaintes se sont ajoutées contre Chevron Texaco, celles des entrepreneurs de pompes à essence équatoriennes, qui l'accusent d'avoir mis en faillite plusieurs d'entre eux et de s'être approprié 40 % du marché.

Le précédent que constitue ce procès est une nouvelle victoire des mouvements sociaux et indigènes contre les abus des transnationales. En Bolivie, en 2000, la guerre de l'eau a été remportée contre la multinationale états-unienne Bechtel. Au mois d'octobre dernier, une mobilisation aymara pour la défense du gaz a mis le président qui voulait brader les ressources boliviennes en fuite. Pourtant il n'y a pas que des victoires en la matière. En 2001, des communautés indigènes de l'altiplano avaient déposé une plainte contre Transredes, sans que celle-ci n'ait été instruite depuis. Il faut d'autant plus saluer le courage de la cours de la Nueva Loja pour sa décision.

Sergio Cáceres

Cofondateur du bimensuel bolivien El Jugete Rabioso.

[1] Radio ALER / CSUR, 21 octobre 2003, Équateur.

[2] « Demandantes : daños de Texaco en Ecuador llegan a 6.114 millones de dólares », CNN, 31 octobre 2003.

[3] Associated Press, 21 octobre.

[4] IPS, 29 octobre 2003.

France, Afrique du Sud



Conférence de presse conjointe de Jacques Chirac et Thabo Mbeki

JACQUES CHIRAC - Mesdames, Messieurs, Je n'ai pas besoin de dire ma joie d'accueillir le Président Thabo MBEKI ; ce n'est pas une formule de nature diplomatique, c'est l'expression d'une amitié très ancienne qui me lie à son prédécesseur et à lui-même. C'est la quatrième visite, cette année, du Président Thabo MBEKI en France. Je lui ai fait remarquer qu'il était grand temps, d'ailleurs, qu'il m'invite !

Je voudrais saluer l'évolution exceptionnelle de l'Afrique du Sud depuis dix ans. Ce pays connaît le succès de la transition pacifique, la stabilité politique, une modernisation considérable de l'économie. C'est un pays qui vivait sur des ressources agricoles et minières et qui, désormais, voit les deux tiers de son Produit Intérieur Brut provenir des services. Un pays qui a, aujourd'hui, une influence déterminante dans la politique internationale au niveau du continent africain ou au niveau des grands problèmes internationaux, je pense en particulier au Moyen-Orient, au sens le plus large du terme.

Vous me permettez de saluer la figure politique du Président MBEKI qui est l'architecte de la modernisation de son pays, de son économie et de la société sud-africaine.

Nos relations bilatérales sont parfaites, elles se développent de façon constante sur le plan économique, dans nos échanges et nos coopérations, et sur le plan politique. Nous avons, en particulier, une vision de l'Afrique et une coopération dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et contre les accidents politiques, hélas, trop souvent fréquents sur le continent africain. Nous avons, pour ne prendre que cet exemple mais c'est tout de même quelque chose d'important, été ensemble, Sud-Africains et Français, par nos soldats dans l'opération Artémis en Ituri. Ce partenariat que nous avons face à tous les problèmes africains, naturellement avec un leadership sud-africain incontesté, se prolonge également sur le plan international puisque nous partageons, l'Afrique du Sud et la France, la même vision, la même conception du monde et de la planète. Nous défendons l'importance du droit dans les relations internationales et la sauvegarde du multilatéralisme sur la scène mondiale.

Bref, la relation entre nos deux pays est fondée sur un respect mutuel et sur une amitié forte. L'Union sud-africaine est aujourd'hui une démocratie enracinée.

Elle est une puissance économique montante. Elle est une source considérable de création culturelle, comme en témoignent notamment les six Prix Nobel qu'elle a eu dans la période récente, comme en témoigne aussi l'expression artistique exceptionnelle de ce pays qui a, par ailleurs, une vieille et ancienne tradition dans ce domaine. Reste naturellement à faire quelque chose d'essentiel, préoccupation constante du Président MBEKI, pour la réduction des inégalités qui sont héritées du passé et qui se perpétuent encore. Il y a là la grande ambition de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui et c'est dans cet esprit que nous avons eu nos entretiens. J'ai reçu avec beaucoup de joie le Président MBEKI à qui je donne maintenant la parole.

M. THABO MBEKI - Monsieur le Président je vous remercie, je dois dire que nous sommes ravis d'être de retour en France, cette fois non pas pour participer à une réunion, mais pour discuter directement avec vous, Monsieur le Président et avec votre gouvernement. Je suis vraiment ravi d'être ici.

Nous accordons une très grande valeur aux relations entre l'Afrique du Sud et la France. Relations que vous avez, d'ailleurs, très bien décrites, Monsieur le Président. La raison pour laquelle nous y accordons une très grande valeur, c'est que pour nous c'est un élément essentiel pour relever les défis en Afrique du Sud mais également les défis sur l'ensemble du continent africain.

Cette visite en France nous permet de vous rendre hommage, Monsieur le Président, pour tout ce que vous avez fait afin de renforcer les relations bilatérales entre la France et l'Afrique du Sud sur le plan économique et également sur le plan politique. Cela me permet ainsi de vous remercier pour tout ce que vous avez fait afin de nous aider à relever ces défis du continent africain.

Le leadership au sein du G8 a permis d'aborder les questions de l'Afrique, du développement africain du soutien à apporter au NEPAD. C'est maintenant une attitude très ferme au sein du G8 et au moment de passer la présidence du G8 à Monsieur BUSH, je pense que cet engagement du G8 est très ferme pour aider le continent africain à relever tous ces défis. Je souhaiterais vous remercier pour ce que vous avez fait dans ce domaine.

Et je suis sûr que, d'ici notre départ, nous aurons encore fait un pas en avant pour renforcer les relations déjà excellentes qui existent entre nos deux pays. Merci beaucoup.

QUESTION - Je voudrais poser une question sur la recrudescence de l'antisémitisme.

JACQUES CHIRAC - J'y répondrai bien volontiers, mais peut-être d'abord il y a des questions qui s'adressent à nous deux. Tout de suite après je vous répondrai, si vous le voulez bien.

QUESTION - Messieurs les Présidents, votre rencontre se tient alors que le Président BUSH vient d'amorcer un changement stratégique sur l'Iraq. Quelle analyse faites-vous l'un et l'autre de cette situation nouvelle ?

M. THABO MBEKI - Je pense que nous avons tous deux le même point de vue sur cette question. Je pense que le plus tôt les affaires de l'Iraq seront entre les mains de l'Iraq, mieux cela sera et ce qu'a dit Monsieur BUSH en la matière est très important. Mais je pense que nous allons continuer à avoir une implication continue sur cette question car nous souhaitons tous arriver à une situation où le gouvernement iraquien dirigera son pays et à une situation de paix et de développement pour l'ensemble du pays. Le message est vraiment que plus tôt les affaires de l'Iraq seront dans les mains de l'Iraq lui-même et bien, mieux cela sera.

JACQUES CHIRAC - Nous avons tout à fait la même analyse, nous avons d'ailleurs la même analyse depuis le début de ce conflit. Je crois, en effet, que seul un transfert rapide de la souveraineté au peuple iraquien et aussi, naturellement, des responsabilités que cela implique, permettra une solution à ce problème. Et il faut que ce ne soit pas trop tard.

QUESTION - J'aurais voulu avoir votre point de vue à tous deux sur la Côte d'Ivoire, Messieurs les Présidents, parce qu'apparemment cela s'enlise et on ne le dit pas très clairement.

JACQUES CHIRAC - Nous avons longuement parlé de la Côte d'Ivoire car la crise que connaît ce pays est suivie avec beaucoup d'attention par le Président MBEKI. Il a, au niveau de l'Union africaine, une responsabilité qu'il a assumée, notamment dans l'accord qui a été donné à la France pour son intervention, à la demande qui a été formulée à la France. Et il continue à suivre de près le problème. Je pense qu'il n'y a pas de solution en dehors d'une mise en œuvre rapide et complète des accords de Marcoussis. C'est le sens, d'ailleurs, de la réunion qui s'est tenue à Accra, ces derniers jours, avec sept chefs d'Etat africains et j'espère que les autorités ivoiriennes nous comprendront.

M. THABO MBEKI - Eh bien, je ne peux que répéter ce que vient de dire le Président CHIRAC. C'est pour nous une très grande préoccupation et nous avons beaucoup compté sur la CEDEAO pour faire avancer les choses. Nous ferons tout pour qu'il y ait une véritable mise en œuvre de ce processus. Nous allons continuer à exercer des pressions pour une mise en œuvre pleine et entière des accords de Marcoussis, afin de relever tous les défis qui nous permettront de régler tous les problèmes qui sont abordés par les accords de Marcoussis, comme par exemple le sujet des nationalités. Nous allons donc continuer à exercer des pressions pour que la situation évolue en Côte d'Ivoire et je pense que c'est ce que tout à chacun souhaite.

QUESTION - Monsieur le Président MBEKI, beaucoup de personnes en Afrique du Sud vont certainement se demander si vous avez abordé la question du football, aujourd'hui, avec M. le Président CHIRAC. Est-ce que ce fut le cas ?

JACQUES CHIRAC - Oui, ce fut le cas. Et c'est même l'une des premières choses qu'avec beaucoup d'amitié, le Président MBEKI m'a dite. Et je n'ai pas besoin de vous dire que je tiendrai le plus grand compte de l'avis amical mais pressant qu'il a formulé à ce sujet.

M. THABO MBEKI - Oui, le Président a très bien répondu à cette question, je

crois.

QUESTION - Est-ce qu'il a aussi été évoqué la question du siège au Conseil de sécurité des Nations Unies puisque l'Afrique du Sud entend, un jour, avoir un siège au Conseil de sécurité ? Est-ce que la France va clairement soutenir cette demande ?

M. THABO MBEKI - En fait, nous n'avons pas abordé cette question parce que tout ce qui tourne autour de la restructuration des Nations Unies et du Conseil de Sécurité sont des discussions qui ne sont pas terminées. Et il y a également des discussions à ce sujet en interne sur le continent africain et bientôt, il y aura une position commune pour le continent africain. Mais pour l'instant, il y a encore plusieurs propositions. Quant à savoir combien de sièges permanents il y aura, est-ce qu'il s'agira d'un siège permanent ou de deux sièges permanents avec une rotation pour le continent africain en tous cas, ce que je peux dire, c'est que ces discussions sur le continent africain ne sont pas terminées et que les discussions qui suivront dépendront de cette position commune des pays africains. C'est pourquoi nous n'avons pas abordé cette question aujourd'hui lors de notre entretien.

JACQUES CHIRAC - En effet. Cela ne me dispense pas de vous donner la position de la France : la France est pour la réforme des Nations Unies, l'élargissement du Conseil de Sécurité et l'augmentation du nombre des membres permanents. C'est ainsi qu'elle soutient en particulier la présence de l'Allemagne et du Japon au Conseil de Sécurité et aussi l'augmentation du nombre des membres non-permanents du Conseil de Sécurité.

S'agissant de l'Afrique, comme l'a dit très justement le Président MBEKI, c'est à nos partenaires africains de définir leurs priorités et d'éventuelles modalités de représentation. Mais il est tout à fait clair que, d'une façon ou d'une autre, l'Afrique doit être mieux représentée au Conseil de Sécurité, parmi les membres permanents et parmi les membres non-permanents. Ceci étant, ce serait pour nous un privilège que de siéger au côté de l'Afrique du Sud au Conseil de Sécurité, notamment parmi les membres permanents.

Nous allons nous arrêter là, et je demande au Président MBEKI de bien vouloir accepter que je prenne, bien qu'elle ne soit pas dans le cadre de nos discussions d'aujourd'hui, une question qu'a posée Monsieur HAZIZA à l'instant et qui est liée à un problème d'actualité.

QUESTION - Je voudrais savoir si vous avez un message particulier à adresser à la nation et également à la communauté juive qui est inquiète pour son avenir en France. Et d'autre part, je voudrais savoir si vu le contexte actuel, vous estimez qu'il est judicieux pour votre Ministre de l'intérieur de débattre jeudi avec Tariq RAMADAN, sur France 2 ?

JACQUES CHIRAC - Je voudrais dire que je condamne solennellement au nom de la Nation tout acte d'antisémitisme, tout acte aussi qui n'est pas conforme aux exigences naturelles de la République. A travers les actes d'antisémitisme, c'est en effet chaque citoyen qui est atteint dans ses droits fondamentaux, le droit au respect de ses croyances, le droit au respect de ses convictions. Quand

on s'attaque, en France, à un Juif, il faut bien comprendre que c'est à la France tout entière que l'on s'attaque.

A l'occasion du conseil restreint que j'ai réuni cet après-midi, j'ai demandé la plus grande vigilance dans la prévention, la plus grande fermeté dans la poursuite, la plus grande sévérité et la plus grande rapidité dans la sanction des actes antisémites.

Le Gouvernement va demander à tous les Préfets de réunir les responsables de la communauté juive pour arrêter, sur le terrain, avec les services de sécurité, les dispositions à prendre afin de renforcer la protection notamment des lieux de culte et des établissements scolaires.

Dans le même temps, le Garde des Sceaux demandera aux procureurs d'identifier et de signaler toutes les procédures dans lesquelles sont en cause des actes d'antisémitisme afin de requérir des sanctions exemplaires contre leurs auteurs. Je dis bien des sanctions exemplaires.

Enfin, j'ai demandé au ministre de l'Education Nationale de renforcer l'apprentissage de la citoyenneté dans nos écoles afin d'éduquer chaque enfant au respect de l'autre, au dialogue et à la tolérance.

Depuis des siècles et des siècles, nos compatriotes juifs sont en France chez eux comme chacun de nos compatriotes. L'antisémitisme est contraire à toutes les valeurs de la France. Et je compte sur la vigilance de chacun pour s'y opposer avec la plus grande fermeté.